Service médias Travail.Suisse – Edition du 22 janvier 2018

**Un NON à l’initiative « no Billag » est dans l’intérêt des travailleurs**

**Nous votons le 4 mars sur l’initiative « no Billag » et donc sur la suppression des redevances radio et télévision. Du point de vue des travailleurs et travailleuses, il faut rejeter clairement cette initiative radicale. Sans redevances, de puissants groupes financiers pourront influencer les diffusions et exclure la voie des travailleurs.**

*Par Adrian Wüthrich, Président Travail.Suisse*

Au printemps 2'014 l’ancien conseiller national UDC Mörgeli avait demandé par le biais d’une intervention parlementaire que l’on compose les instances dirigeantes de la SSR selon la force électorale des partis. En tant que parti le plus fort, l’UDC pourrait ainsi imposer le choix du Directeur général. Après l’avoir présentée aux médias, il a retiré son intervention à l’automne de la même année. Il a visiblement remarqué que la SSR n’est pas une entreprise d’Etat et est dirigée par une association indépendante selon les articles 60 et suivants du Code civil suisse. Le même conseiller national avait déjà demandé en l’an 2000 ce que demande l’initiative « no Billag » : la suppression des redevances radio et télévision. Derrière l’initiative, se cachent en fait des enjeux de pouvoir. Les journalistes travaillent selon des lignes directrices éditoriales et se doivent d’exprimer avec objectivité la diversité des opinions. Bien qu’il y ait toujours régulièrement des tentatives pour influencer les contenus journalistiques, les rédactions gardent leur liberté éditoriale. Cela se remarque bien dans les émissions destinées aux consommateurs : bien que les détaillants soient d’importants clients publicitaires, les émissions Kassensturz ou « A bon entendeur » sont critiques sur les produits. Ce n’est que parce qu’elle est indépendante que la SSR peut diffuser des émissions critiques sur l’économie et la politique. Et c’est le système de redevances qui garantit fondamentalement cette importante indépendance.

**L’indépendance et une information objective sont en danger**

Sans redevances, les médias audiovisuels sont tributaires financièrement de la publicité et d’abonnements. Une telle dépendance ne permet plus d’informer objectivement. C’est déjà monnaie courante parmi les petits journaux : un annonceur obtient un article dans la partie rédactionnelle. Les journalistes doivent être attentifs aux clients publicitaires. Le danger est alors grand que des entreprises et de riches individus décident du contenu des émissions et empêchent toute critique à leur égard. Par ailleurs, il n’y aura plus guère d’informations concernant le monde du travail. La manière de couvrir l’information sur les négociations des conventions collectives de travail pourrait ne refléter que la vision du camp patronal. Il y a aussi le risque d’informations tronquées (Fake-News !). C’est dangereux pour le vivre ensemble et pour notre démocratie.

Dans notre système politique, il est important que l’on informe tous les citoyens et citoyennes de manière objective et égale. Une acceptation de l’initiative « no Billag » anéantirait la garantie d’une couverture objective et l’obligation de faire ressortir de manière appropriée la diversité des opinions. Il n’y aurait donc plus de médias fournissant des informations de base et couvrant l’actualité nationale de manière objective à la télévision. Les opinions des minorités n’auraient plus de place. Des personnes très fortunées pourraient acheter l’opinion du peuple. Voulons-nous cela ?

**Sans redevances, une offre plus chère**

Un oui entraînerait la suppression de plus de 6000 places de travail à la SSR et parmi les diffuseurs locaux et régionaux car la création d’un système payant pour les prestations actuelles des prestataires n’est pas possible dans l’intervalle. Et même si c’était possible : les recettes de la vente d’abonnements pour quelques émissions comme le téléjournal ou des émissions sportives ne suffiraient pas pour maintenir l’offre actuelle. On ne pourrait plus financer une offre comparable pour la Suisse romande ou la population de culture et langue italienne. Grâce aux redevances de la Suisse alémanique, on peut financer le service public dans les quatre régions linguistiques du pays. Les coûts sur le marché libre pour les consommateurs seraient nettement plus élevés que les 365 francs par an ou 31 francs par mois. On voit bien ce que coûtent les offres payantes et pas seulement à l’étranger : par exemple, l’émission sportive Mysports, qui retransmet exclusivement des matchs de hockey sur glace, coûte 25 francs par mois !

Il n’est pas possible de mettre en œuvre l’exigence des initiateurs de l’initiative qui est de payer que ce que nous consommons. Les coûts fixes demeurent très élevés à la télévision pour maintenir la qualité de l’offre. Sans redevances, personne ne produirait en Suisse une offre médiatique similaire comme celle que l’on peut voir aujourd’hui via le cable ou internet. Et même s’il y avait encore une offre gratuite très restreinte, elle serait tellement coupée de publicité que plus personne ne la regarderait. Ainsi, les recettes publicitaires chuteraient et il faudrait restreindre encore plus l’offre. Il n’y aurait plus non plus de radios sans publicité. La publicité est interdite aujourd’hui sur les chaînes de radio de la SSR. Cela changerait aussitôt : on ne peut financer une radio nationale sans redevances que par une forte dose de publicité, ce qui, en même temps, restreindrait l’offre informative. Il n’y a pas d’offre payante ni sur les ondes FM ni dans la radio DAB.

**Pas de contrôle de la politique et plus d’offres suisses**

Sans la SSR, il manquerait une importante instance de contrôle pour la politique. Ce n’est pas pour rien que l’on décrit les médias comme le quatrième pouvoir. Les médias écrits ont déjà très fortement réduit leurs effectifs rédactionnels, y compris l’agence télégraphique suisse (ATS) ayant annoncé la suppression de 40 postes de journalistes. Si la SSR est aussi décimée avec « no Billag », il va manquer un important média indépendant pour décrire les événements politiques et économiques. Il manquera aussi des émissions qui thématisent la Suisse, qui ont un rapport avec la Suisse ou qui donnent une tribune à la scène artistique suisse. On ne pourra plus financer non plus le réseau de correspondants de la SSR dans tous les cantons et dans le monde entier. Et encore ceci de moins connu : de nombreuses émissions de la SRF, RTS et RSI sont diffusées à l’étranger. Via TV5monde, la RTS touche plus de 300 millions de ménages par mois. C’est une vitrine pour notre pays qui ne doit pas être sous-estimée. L’image animée a toujours plus d’influence que des textes et des photos. Et grâce à l’appartenance à l’Union européenne de radio-télévision (UER), qui regroupe les chaînes publiques d’Europe, la SSR profite – et donc aussi toute la Suisse – d’émissions et de retransmissions sportives que les près de 40 chaînes ne peuvent acquérir qu’en commun. Un oui à « no Billag » mettrait en danger l’appartenance à l’UER avec la disparition de cet avantage pour la Suisse.

Résumons : l’initiative « no Billag » est radicale et met en danger la cohésion nationale en Suisse avec ses quatre régions linguistiques. Un service audiovisuel public permet de donner une voix à tous dans une démocratie et favorise une vie en commun marquée par la compréhension mutuelle. C’est pourquoi rejetons l’expérimentation de « no Billag ». Le Comité de Travail.Suisse a dit non à l’unanimité à « no Billag ».

Travail.Suisse, Hopfenweg 21, 3001 Berne, tél. 031 370 21 11, info@travailsuisse.ch,

www.travailsuisse.ch